

---

Tristan LEPELIER, *Algérie, les écrivains dans la décennie noire*

Paris, CNRS Éd., coll. Culture et société, 2018, 344 pages

Eldjamhouria Slimani

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/22791>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.22791

ISSN : 2259-8901

**Éditeur**

Presses universitaires de Lorraine

**Édition imprimée**

Date de publication : 15 novembre 2020

Pagination : 426-429

ISBN : 978-2-8143-0586-1

ISSN : 1633-5961

**Référence électronique**

Eldjamhouria Slimani, « Tristan LEPELIER, *Algérie, les écrivains dans la décennie noire* », *Questions de communication* [En ligne], 37 | 2020, mis en ligne le 15 novembre 2020, consulté le 03 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/22791> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.22791>

---

*Questions de communication* is licensed under CC BY-NC-ND 4.0



très large public et très plaisant à parcourir. Toutefois, nous regrettons que les faits de communication ne soient pas davantage interrogés, déconstruits, mis en perspective, ce qui n'aurait pas nui à l'accessibilité de l'ensemble, mais, au contraire, permis au plus grand nombre de mieux en percevoir la portée.

**Damien Deias**

Université de Lorraine, Crem, F-57000 Metz, France

damien.deias[at]univ-lorraine.fr

**Tristan LEPELIER, *Algérie, les écrivains dans la décennie noire***

Paris, CNRS Éd., coll. Culture et société, 2018, 344 pages

Chercheur associé au Centre européen de sociologie et de science politique (EHESS, CNRS) et au laboratoire Théorie et histoire des arts et des littératures de la modernité (Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3, CNRS), Tristan Leperlier offre avec cet ouvrage une étude riche et passionnante. L'auteur y soulève une problématique qui alimente encore bien des débats, à savoir le problème de la définition du champ littéraire algérien dans son ensemble et de la place de l'écrivain par rapport aux champs intellectuel et politique, laquelle problématique rejoint une réflexion plus vaste sur les rapports toujours équivoques entre la France et l'Algérie.

En effet, lors de la *décennie noire*, le rôle de la littérature et des écrivains s'est posé avec acuité, modifiant les rapports de force, les hiérarchies au sein du champ intellectuel et les rapports des écrivains avec le champ politique. De fait, si l'appréhension du champ littéraire algérien tout à la fois « transnational et multilingue » se veut essentiellement synchronique, et si le titre annonce une période définie, l'étude déborde largement cette dernière en amont et en aval car son objectif est « de contribuer à l'élaboration d'une nouvelle approche sociale de la littérature algérienne » (p. 15). Il s'agit d'une synthèse dense et érudite qui aborde le tournant culturel et littéraire soumis aux tensions politiques et à une guerre sanglante et s'intéresse plus précisément au rôle joué par les intellectuels lors de cette crise. Expliquant l'intérêt de cette recherche l'auteur écrit que, « plus largement cette étude pose la question de ce que peut la littérature en particulier en période de crise politique, et du rôle des écrivains dans les sociétés contemporaines. Enfin, ce livre contribue à la réflexion sur la place de l'Autre minoritaire dans les sociétés postcoloniales, algérienne ou française, dans un contexte de mondialisation économique et

culturelle entraînant migrations et exils, mais aussi replis identitaires » (p. 15).

En ouverture, une chronologie littéraire algérienne mise en regard avec celle de l'histoire des principaux événements de l'Algérie indépendante de 1962 à 2003 précède une introduction substantielle suivie de quatre chapitres traitant chacun une problématique spécifique. Au cours des chapitres, des croquis étayent l'étude. En annexe, les bases de données bibliographiques, les entretiens personnels et les sources archivistiques clôturent l'ouvrage. Dans l'introduction (p. 13-35), T. Leperlier explicite les bornes chronologiques de son étude (1988-2003) : après les émeutes d'octobre 1988, le secteur culturel et médiatique s'est libéralisé, modifiant ainsi le champ intellectuel et la position de l'écrivain algérien à la suite de la guerre civile qui a ravagé le pays après l'arrêt du processus électoral en 1992 ; en 2003, la guerre civile étant considérée comme finie, même si la lutte contre le terrorisme se poursuit, se déroule en France l'année de l'Algérie « couronnant une période où les relations littéraires entre ces deux pays ont été intenses, et marquant le retour de l'État algérien en matières culturelles » (p. 14). Essayant de considérer le champ littéraire algérien dans sa globalité, l'auteur souligne la difficulté de l'entreprise au vu de son histoire récente et de la diversité linguistique et culturelle qui le caractérise tout comme celle de tenter de définir ce qu'est un « écrivain algérien ». Aussi se propose-t-il de circonscrire et d'analyser ce champ littéraire algérien « transnational » majoritairement bilingue où coexistent « arabophones » et « francophones », termes utilisés pour désigner la langue de formation et de travail privilégiée par les écrivains. Concernant la définition de « l'écrivain algérien », encore objet de débats et de luttes, celle de T. Leperlier « se fonde sur un consensus indigène le plus large : un écrivain (à l'exclusion donc des poètes à l'expression essentiellement orale) né en Algérie, à l'exclusion des Européens » (p. 17).

La complexité de ce champ « tout à la fois "nationalisé" et fonctionnant de manière transnationale » (p. 24) – en raison de l'existence d'une diaspora, et de la publication à l'étranger – a imposé à l'auteur le recours à une méthodologie transdisciplinaire et translinguistique croisant approche sociologique et approche littéraire des deux sous-champs considérés. Or, si la méthodologie adoptée se voulant transdisciplinaire est essentiellement sociologique, elle a le mérite d'apporter un éclairage nouveau à la production littéraire. En effet, il faut souligner que, dans les études francophones, malgré l'ambition de

déconstruire les représentations postcoloniales, la question linguistique passe par le prisme de la seule langue française et, comme rares aussi sont les études littéraires à prendre en charge la totalité linguistique d'une littérature, on peut leur reprocher leur « monolinguisme méthodologique » selon l'expression de l'auteur. De fait, si l'on examine les études consacrées à la littérature algérienne des années 1990, littératures de langue arabe et française sont très souvent étudiées séparément ou « au mieux juxtaposées au sein d'ouvrages collectifs » (p. 19-20). Aussi l'intérêt de cette recherche est-il la prise en compte globale de ce champ littéraire dans sa diversité linguistique mais aussi transnationale.

Dans le premier chapitre intitulé « L'écrivain parangon de l'intellectuel ? » (p. 37-104), l'auteur souligne l'évolution du champ littéraire algérien après les émeutes d'octobre 1988 où est remise en cause la position éminente de l'écrivain comme intellectuel autonome et représentatif par sa prise de distance avec le champ politique, alors que les journalistes prennent la position d'avant-garde intellectuelle par leur écrits contestataires et leur rôle dans la libération de la parole face à la classe politique dominante. Il explique l'attitude ambivalente de certains écrivains consacrés qui font partie de l'élite sociale et de leur difficulté à critiquer le Front de libération nationale (FLN), parti historique qui leur a permis de jouir des faveurs du régime en place. Il cite pour exemple la singularité de Kateb Yacine et son « soutien critique » au régime algérien concluant qu'« alors que la littérature était jusque-là l'un des rares lieux d'expression de la critique politique, la libéralisation lui fait perdre cette particularité » (p. 63). De fait, au tournant des années 1990, les écrivains perdent une partie de leur autonomie à l'égard du champ politique et en même temps leur « statut de parangon de l'intellectuel critique » à deux niveaux. « D'une part ils perdent leur rôle d'avant-garde politique au profit des journalistes ; d'autre part ils perdent une partie de leur autonomie à l'égard du champ politique, tant sur la forme que sur le fond de leur engagement » (p. 27). En réalité, avec la fin du monopole étatique sur la culture, on assiste à une reconfiguration du champ littéraire algérien qui se scinde en deux pôles opposant écrivains « pro-islamistes » et « anti-islamistes », ces derniers se scindant à leur tour entre « radicaux » qui soutiennent l'arrêt par l'armée du processus électoral et « dialoguistes » qui condamnent cette intervention et prônent le dialogue politique. T. Leperlier met en exergue les polarités majeures de ce champ par une analyse statistique très fine et montre le rapport des écrivains au champ politique en fonction des variables suivantes : la formation, l'écart générationnel, la

visibilité politique, le degré d'intériorisation du rôle de l'intellectuel et notamment le type de capital littéraire. Il souligne combien la guerre civile joue comme révélateur de l'opposition entre intellectuels « généralistes », intervenant au nom des valeurs universelles, et « spécifiques », intervenant à partir de leurs spécialités (politologues, historiens etc.), ce qui n'est pas sans incidence sur la réception de leur discours sur les plans national et transnational et donc sur la reconfiguration du champ littéraire. Il cite en exemple deux figures majeures : Rachid Boudjedra et Waciny Laredj, tous deux écrivains communistes écrivant dans les deux langues qui ont profité d'une ascension forte par l'État indépendant mais étant intervenus lors de la crise dans le débat. Pour l'auteur, R. Boudjedra est le « Voltaire d'Alger » qui illustre la formation transnationale d'un intellectuel « prophétique », et W. Laredj casse l'opposition entre francophones et arabophones, entre conservateurs et démocrates.

Intitulé « Une guerre des langues ? », le deuxième chapitre (p. 105-162) entre dans le vif du sujet. L'auteur rappelle que la crise des années 1990 s'est cristallisée pour une bonne part autour de la question linguistique véhiculée par certains intellectuels et a fortement alimenté les représentations postcoloniales de la doxa française sur la crise algérienne. Adoptant une démarche « explicative », T. Leperlier tente de montrer comment la guerre civile, qui n'est pas une guerre des langues, « l'est cependant devenue dans le champ littéraire » (p. 109) car elle a largement contribué à polariser le champ littéraire entre écrivains arabophones et francophones. Certes, la question linguistique est indubitablement un lieu de tensions marqué par la domination de la littérature de langue française sur le plan de la reconnaissance internationale, mais ce n'est pas le facteur explicatif majeur des oppositions dans le champ littéraire durant la guerre civile, même si elle est un élément clé dans la perception de la crise. Selon l'auteur, « c'est le rapport à l'international, et particulièrement à la France » (p. 158) qui donne les éléments d'explication aux prises de position des écrivains pendant cette période. Pour illustrer son propos, il cite le romancier arabophone Tahar Ouetta, écrivain au capital littéraire à la fois national et international qui a contribué à imposer le clivage linguistique à la fois au sein des champs littéraire et intellectuel « du fait de sa marginalisation littéraire par le pôle le plus internationalisé du champ littéraire algérien ». Il rappelle que la rupture entre Tahar Djaout et T. Ouetta est consommée à la suite d'un colloque organisé à Paris à l'Institut du monde arabe et à la Sorbonne en mars 1992. L'analyse de ce colloque et le rappel des incidents qui l'ont émaillé et ont déclenché

le ressentiment de l'écrivain T. Ouettar a le mérite de circonscrire les positions des deux écrivains. De retour à Alger, T. Ouettar rompt avec les intellectuels francophones et clarifie sa position politique : « Il se positionne dès lors comme le pôle modéré, si ce n'est le théoricien, d'une révolution arabophone » (p. 145), tentant par ce biais de reconquérir une place centrale dans le champ littéraire.

Pour T. Leperlier, si la rupture entre T. Djaout et T. Ouettar et la promotion du clivage linguistique par ce dernier marquent symboliquement l'idée d'« *une guerre des langues* », le champ littéraire algérien a résisté à ce clivage car, de fait, les écrivains anti-islamistes sont représentés aussi bien parmi les francophones que parmi les arabophones. Selon cet auteur, « l'opposition n'est pas uniquement politique mais correspond à des représentations différentes de la littérature, liées à un rapport différent à l'international » (p. 161). Un autre paramètre confortant cette allégation est mis en lumière par l'analyse de l'évolution de la production en arabe et en français durant cette période. Celle-ci permet de voir que la seconde, qui s'est pratiquement délocalisée en France, accentue le phénomène de bipolarisation et confirme l'importance du rapport à l'international comme facteur majeur d'opposition entre les écrivains algériens pendant la crise.

En vérité, dans le contexte de violence de cette décennie où le mouvement islamiste n'est pas reconnu dans sa dimension politique et culturelle et où la guerre civile est constamment nourrie par la logique de la terreur et des rumeurs, il va de soi que l'illisibilité politique permet de lire la crise comme une guerre linguistique et culturelle. Aussi l'idée développée par l'auteur est-elle de considérer la guerre des langues comme une « *prophétie auto-réalisatrice* » vu le nombre d'écrivains et d'intellectuels bilingues, francophones ou arabophones assassinés durant cette décennie.

Dans la troisième partie – « Des écrivains témoins ? Littérature et engagement » (p. 163-242) –, l'auteur s'intéresse à un phénomène singulier, à savoir « le rôle majeur que recouvre l'ancien pays colonisateur dans l'histoire de l'Algérie, et du champ littéraire en particulier » (p. 163) notamment à la suite de l'exil massif des écrivains lors de cette décennie et de la délocalisation de la littérature algérienne en France. Lors de cette période critique, on assiste à la résurgence de la figure de l'écrivain témoin ; la question de l'engagement, qui s'explique par le besoin transnational d'un savoir authentique sur l'Algérie, est réactivée.

Pour les besoins de l'analyse, l'auteur transpose la typologie de Max Weber au champ littéraire algérien, celle des *trois gestes d'engagement* en littérature : « *l'Attestation* » qui se caractérise « par l'affirmation d'un propos politique explicite », « *l'Évocation* » qui est définie comme « un engagement pour autrui » et enfin « *l'Interrogation* » qui s'oppose à l'*ethos* du témoin et remet en cause des valeurs attestées ou témoignages sans imposer son point de vue. Ces trois gestes sont illustrés par des écrivains de la période et des analyses plus ou moins détaillées. L'engagement « d'attestation » est montré à travers les cas de Rachid Mimouni avec sa prédilection pour le roman à thèse au profit de l'attestation politique, de Yasmina Khadra qui utilise les conventions du roman policier pour contester l'explication journalistique et sociologique de la crise, et des romans d'Aïssa Khelladi, Malika Boussouf et Maïssa Bey qui servent à analyser le modèle du témoignage selon trois perspectives différentes mais complémentaires : « un anti-héroïsme » mêlant les codes du journalisme et du témoignage chez le premier, « une éthique de vérité et de lutte » héroïque chez la seconde et un « héroïsme de libération » utilisant le pouvoir de la parole et la langue du corps chez la dernière.

L'engagement « d'évocation » est essentiellement abordé avec des écrivaines parmi lesquelles Ahlam Mostaghanemi, Latifa Ben Mansour et Assia Djebar. L'auteur analyse également « le mythe andalou de l'époque coloniale » avec les thèmes du « métissage culturel », de la tolérance religieuse, de l'exil et du raffinement intellectuel dans les œuvres d'écrivains tels Nouredine Saadi, Abdelkader Djemaï, Leïla Sebbar, Naïla Imaksen et notamment W. Laredj dans son roman *La Gardienne des ombres* (Paris, Marsa, 1998) qui reprend tous ces éléments du mythe andalou pour contrer le discours islamiste.

L'intégration d'A. Camus dans cette thématique sous le titre « Camus et "le mythe andalou" de l'Algérie coloniale » peut surprendre. Selon T. Leperlier l'engagement d'évocation est à interroger sur le plan identitaire car la littérature algérienne « nationalisée avait été largement ethnicisée, reprenant les lignes de démarcation raciales de la colonisation » (p. 217). Or, dans l'exil des années 1990 est repris le discours identitaire intégrant la part européenne de la littérature algérienne en « revendiquant Camus comme Algérien » pour contester « la fermeture de la littérature algérienne sur une identité arabo-musulmane » et littéraire, Camus étant un exemple d'Algérien universalisé par le prix Nobel.

L'engagement d'interrogation est aussi lié à l'ambiguïté du questionnement politique et à la quête d'une autonomie littéraire. Deux écrivains sont retenus, Mohammed Dib et Salim Bachi. Pour le premier la question de l'engagement est liée à « *un souci d'universalité* » et à « *une collaboration active du lecteur* ». Pour le second est mobilisé le topos de l'errance pour affaiblir l'éthique de la lutte et mettre en doute la valeur de l'engagement. L'auteur écrit : « Loin d'attester, ils inquiètent, interrogent, maintenant par là l'autonomie de la littérature par rapport à ces mêmes enjeux politiques. »

Ce troisième chapitre consacré surtout à l'analyse littéraire dans un but démonstratif, et la typologie des textes retenus mettant en perspective une production importante reste néanmoins discutable par la juxtaposition de figures littéraires de stature et de positionnements différents comme la comparaison entre Waciny Laredj, écrivain de langue arabe démocrate et auteur d'une œuvre conséquente, et Youcef Zirem, un auteur de la mouvance berbériste dont la stature d'écrivain n'est pas de la même teneur et par la focalisation sur les stratégies des écrivains dominants dans le champ littéraire tels Boudjedra et Ouetta.

Le dernier chapitre dont le titre « Une France algérienne ? Entre marché et économie » (243-320) annonce le dilemme auquel se trouvent confrontés les écrivains exilés en France décrit l'ambivalence du marché éditorial français. Ce dernier, tout en promouvant la littérature algérienne qui bénéficie dans les années 1990 d'une réception particulière et d'un succès commercial indéniable, l'enferme toutefois dans son étiquette nationale. T. Leperlier explique que « l'intérêt politique pour la crise algérienne en est assurément l'une des raisons principales, comme c'est souvent le cas pour les littératures périphériques ». L'auteur souligne combien la littérature notamment francophone ou traduite « soumise au marché français » est soupçonnée d'opportunisme et son édition et sa réception d'ethnocentrisme. Il ajoute : « quoique bien intégrés au marché éditorial français, les écrivains algériens ne sont que peu intégrés au champ littéraire français » (p. 257). Ce qui expliquerait l'émergence de la revue *Algérie Littérature l'Action* en 1996 à Paris et sa tentative de construction d'une autonomie littéraire entre la France et l'Algérie et celles de maisons d'édition privées en Algérie notamment El-Ikhtilaf et Barzakh à Alger qui « profitent d'un vide culturel qui n'est pas encore investi par l'état » (p. 315) constituant un véritable pôle littéraire. T. Leperlier relève que la fin de la guerre civile est caractérisée par un double phénomène de « relative dépolitisation » et de « dépoliarisation », et la vitalité

de l'édition algérienne s'explique par la réintégration des mouvances d'opposition et la volonté politique de « réancrer la littérature algérienne de langue française sur le sol algérien » tout comme la relance de la politique du livre s'est accompagnée de la diplomatie d'influence française avec l'Année de l'Algérie en France en 2003. Si l'auteur appelle à nuancer l'ethnocentrisme éditorial et critique français vis-à-vis de la littérature algérienne, on peut s'interroger sur le maintien de la France comme lieu d'influence et de légitimation des productions algériennes et le traitement inégal qui leur est réservé ; aspect qui remet en cause la quête de l'autonomie littéraire du champ littéraire algérien. Ceci dit, ce dernier chapitre bien documenté, au regard des sources consultées et des entretiens soutenant cette étude, offre des données précieuses sur la littérature algérienne et ses conditions de lisibilité.

Face aux cadres généraux qui définissent le champ littéraire et aux questions que pose leur ordre établi, l'étude de T. Leperlier met en évidence une situation et un angle de vue inédit en considération de nouvelles structurations de l'histoire littéraire de l'Algérie, du moins pour la décennie choisie par l'auteur. Cette étude considérable et bien étayée du champ littéraire algérien, bien complexe, et de l'évolution du rôle de l'écrivain en période de crise montre à quel point les enjeux politiques et économiques s'imbriquent quand il s'agit d'appréhender l'autonomie littéraire de ce champ. Elle révèle la renégociation permanente de cette double imbrication rendant difficile l'autonomie du champ face à la crise et entachant de soupçon son rapport avec l'ancienne puissance coloniale. Cette recherche passionnante, se distingue des autres études sur la littérature algérienne car la travaillant d'un point de vue sociologique et littéraire et menant de front la prise en charge d'écrivains de langue arabe et de langue française, elle ouvre incontestablement des perspectives nouvelles pour la recherche ciblant les littératures « minorées » ou postcoloniales.

Eldjamhouria Slimani

Université Hassiba Benbouali de Chlef, DZ-02000

Chlef, Algérie

s.eldjamhouria[at]univ-chlef.dz

Judith LYON-CAEN, *La Griffe du temps. Ce que l'histoire peut dire de la littérature*

Paris, Gallimard, coll. NRF Essais, 2019, 304 pages

En plus d'avoir brouillé les frontières entre fait et fiction, la mouvance « panfictionnaliste », à savoir la tendance répandue à assimiler le domaine de la fiction à celui de la réalité, qui a secoué le monde de la recherche